



TOUT ÇA... POUR ÇA!

Ce qui devait arriver arriva. D'ultimes réunions en ultimes réunions, le mal nommé « conclave », convoqué à l'initiative du Premier ministre pour aménager la réforme des retraites, s'est terminé sur un échec.

Les différentes copies du patronat, des syndicats ou du médiateur sont restées lettre morte. Pas d'accord possible pour entériner les 64 ans, revoir l'âge du taux plein, le dispositif carrières longues, la pension des mères de famille ou les critères de pénibilité... Pas d'accord possible dans une concertation qui était dès le départ mal pensée, mal conçue, mal engagée... Cette concertation où l'on devait initialement pouvoir parler de tout, y compris de l'âge de départ, s'est rapidement rabougrie, le Premier ministre changeant les règles du jeu, donnant la priorité à l'équilibre financier des régimes et finissant par reconnaître qu'il n'était pas question de revenir sur les 64 ans.

Comme nous l'avions expliqué lors de la première réunion, il n'y avait rien à en attendre. Ni le format, ni le périmètre, ni la méthode ne nous convenaient! C'est parce que nous avons vite compris, qu'à aucun moment, notre revendication d'abrogation immédiate ne serait examinée que nous avons quitté le conclave. La méthode proposée visait au

contraire à nous associer au maintien de la réforme actuelle, au statu quo sur les 64 ans ou à l'introduction de la capitalisation, que nous rejetons.

Au-delà des tentatives du Premier ministre de maintenir le conclave sous perfusion, avec les organisations qui y participaient encore, il est temps de reconnaître l'échec d'un format et d'une méthode qui ne pouvaient pas fonctionner. Il est temps de revenir sur le terrain

qui est le nôtre, celui sur lequel nous obtenons des résultats, celui de la négociation collective. Sans interférence des pouvoirs publics.

L'emploi, le travail, est un des éléments clés de la croissance et donc de la préservation de notre modèle social. C'est le

sens de l'agenda social autonome sur lequel nous souhaitons avancer. C'est la seule voie de passage possible pour répondre aux attentes des travailleurs.

Il est temps de tirer les leçons d'une séquence qui n'aura servi ni les interlocuteurs sociaux, ni le dialogue social. Pour FO, il ne doit pas y avoir de nouvelle délégation paritaire permanente, placée auprès du gouvernement, sur quelque sujet que ce soit. FO, libre et indépendante, refuse et continuera de refuser toute instrumentalisation ou intégration des organisations syndicales de salariés dans un processus gouvernemental.

**Il est temps de revenir
sur le terrain qui
est le nôtre, celui de
la négociation collective**

Retrouvez l'actualité de Force Ouvrière sur Internet : www.force-ouvriere.fr